

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
MEDOC ATLANTIQUE**

Siège : *VNF*

**9 Rue du Maréchal d'Ornano  
33780 SOULAC SUR MER**

**☎ 05.56.73.29.26**

REPUBLIQUE FRANCAISE

-----  
**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES  
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 7 FÉVRIER 2019  
D07022019/022**

**PRESIDENT :** Xavier PINTAT

**ETAIENT PRESENTS :**  
**Membres titulaires :** Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET, Gilles COUTREAU, Laurent PEYRONDET, Jean Bernard DUFOURD, Véronique CHAMBAUD, Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Pierre BOURNEL, Jacques BIDLUN, Pierre JACOB, Alain BOUCHON, Marie LASSERRE, Pascal ABIVEN, Barbara FRANCOIS, David LAFOSSE, Hervé CAZENAVE, Jérémy BOISSON, Jean-Jacques LAOUE, Bernard BESSAC, Gilles CHAVEROUX, Bernard LOMBRAIL, Anne WISNIEWSKI, Tony TRIJOLET, Marie-Dominique SAINT-MARTIN, Alfred AUGEREAU,

**ETAIENT REPRESENTES :** Jean Luc PIQUEMAL (pouvoir à Marie-Dominique SAINT MARTIN)  
Pascale MARZAT (pouvoir à Laurent PEYRONDET)  
Sylvie LAVERGNE (pouvoir à Jérémy BOISSON)  
Marie-Hélène GIRAL (pouvoir à Jean-Pierre DUBERNET)

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES :** Dominique FÉVRIER, Isabelle LAPALU, Michel BAUER, Evelyne MOULIN, Marie-Dominique DUBOURG, Dominique JOANNON (suppléante)

**Membres suppléants remplaçants un membre titulaire**

**Membres suppléants :** Geneviève CHAUSSIER,

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

-----  
**Objet : AUTORISATION DE MANDAT AU CDG33 RELATIVE A LA CONSULTATION POUR UNE CONVENTION DE PARTICIPATION CONCERNANT LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE (SANTE ET/OU PREVOYANCE)**

**Rapporteur : Xavier PINTAT, Président**

**Vote : UNANIMITE**

Par délibération du 21/12/2017, le Conseil Communautaire a décidé de participer financièrement depuis le 01/01/2018, à la protection sociale des agents.

La Communauté de Communes a opté pour la procédure dite de labellisation aux couvertures de prévoyance et de santé souscrites de manière individuelle et facultative par ses agents s'ils justifient d'un certificat d'adhésion à une garantie labellisée, en prenant en compte les revenus.

La deuxième procédure, non retenue par la Communauté de Communes, dite de convention de participation, consiste à mettre en concurrence les mutuelles pour la signature d'une convention. Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, dans les conditions prévues ou vérifiées dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

Le Centre de Gestion de la Gironde peut, pour le compte des collectivités et établissements du département qui le demandent, conclure avec un organisme d'assurance une convention de participation, selon l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée. Le Centre de Gestion prend à sa charge les frais inhérents à la mise en concurrence des candidats.

Il est proposé au Conseil Communautaire,

Pour le risque prévoyance :

- De mandater le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde pour lancer une consultation publique selon les termes du décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 précité en vue de la conclusion d'une convention de participation et de son contrat collectif d'assurance associé pour le risque prévoyance,
- De décider, au regard du résultat de la consultation publique, d'adhérer ou non à cette convention de participation pour le risque prévoyance,
- De maintenir, selon la délibération du 21/12/2017, une participation mensuelle brute par agent pour le risque prévoyance, qui sera versée directement via le bulletin de salaire :

○ Montant modulé dans un but d'intérêt social :

Tranche	Traitement brut	Indice majoré	Participation mensuelle
1	Entre 0 € et 25 000 €	De 0 à 445	25 €
2	Entre 25 001 € et 35 000 €	De 446 à 623	20 €
3	Entre 35 001 € et 45 000 €	De 624 à 801	15 €
4	+ de 45 000 €	+ de 801	10 €

Pour le risque santé :

- De mandater le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde pour lancer une consultation publique selon les termes du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 précité en vue de la conclusion d'une convention de participation et de son contrat collectif d'assurance associé pour le risque santé,
- De décider, au regard du résultat de la consultation publique, d'adhérer ou non à cette convention de participation pour le risque santé,
- De maintenir, selon la délibération du 21/12/2017, une participation mensuelle brute par agent pour le risque santé, qui sera versée directement via le bulletin de salaire :

○ Montant modulé dans un but d'intérêt social :

Tranche	Traitement brut	Indice majoré	Participation mensuelle	Participation mensuelle par enfant
1	Entre 0 € et 25 000 €	De 0 à 445	25 €	4 €
2	Entre 25 001 € et 35 000 €	De 446 à 623	20 €	4 €
3	Entre 35 001 € et 45 000 €	De 624 à 801	15 €	4 €
4	+ de 45 000 €	+ de 801	10 €	4 €

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du bureau communautaire 31 janvier 2019, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- APRÈS en avoir délibéré,

**DÉCIDE :**

## - Pour le risque prévoyance :

- ✓ De mandater le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde pour lancer une consultation publique selon les termes du décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 précité en vue de la conclusion d'une convention de participation et de son contrat collectif d'assurance associé pour le risque prévoyance,
- ✓ De décider, au regard du résultat de la consultation publique, d'adhérer ou non à cette convention de participation pour le risque prévoyance,
- ✓ De maintenir, selon la délibération du 21/12/2017, maintien une participation mensuelle brute par agent pour le risque prévoyance, qui sera versée directement via le bulletin de salaire :

- Montant modulé dans un but d'intérêt social :

Tranche	Traitement brut	Indice majoré	Participation mensuelle
1	Entre 0 € et 25 000 €	De 0 à 445	25 €
2	Entre 25 001 € et 35 000 €	De 446 à 623	20 €
3	Entre 35 001 € et 45 000 €	De 624 à 801	15 €
4	+ de 45 000 €	+ de 801	10 €

## - Pour le risque santé :

- ✓ De mandater le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde pour lancer une consultation publique selon les termes du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 précité en vue de la conclusion d'une convention de participation et de son contrat collectif d'assurance associé pour le risque santé,
- ✓ De décider, au regard du résultat de la consultation publique, d'adhérer ou non à cette convention de participation pour le risque santé,
- ✓ De maintenir selon la délibération du 21/12/2017, une participation mensuelle brute par agent pour le risque santé, qui sera versée directement via le bulletin de salaire :

- Montant modulé dans un but d'intérêt social :

Tranche	Traitement brut	Indice majoré	Participation mensuelle	Participation mensuelle par enfant
1	Entre 0 € et 25 000 €	De 0 à 445	25 €	4 €
2	Entre 25 001 € et 35 000 €	De 446 à 623	20 €	4 €
3	Entre 35 001 € et 45 000 €	De 624 à 801	15 €	4 €
4	+ de 45 000 €	+ de 801	10 €	4 €

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 31

Nombre de suffrages exprimés : 37

Vote : Pour : 37 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS  
 ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS  
 COPIE CERTIFIEE CONFORME  
 FAIT À SOULAC SUR MER, le 7 FÉVRIER 2019



LE PRÉSIDENT,

Xavier **PINTAT**  
 Maire de Soulac-sur-Mer  
 Sénateur Honoraire de la Gironde